

à d'autres facteurs, constituent l'actif et le passif qui déterminent le bilan des investissements internationaux d'un pays.

### 21.5.1 Avoirs canadiens à l'étranger

Les investissements étrangers au Canada et la balance canadienne de la dette envers les non-résidents ont connu une croissance considérable, mais les avoirs canadiens à l'étranger ont augmenté à un taux plus rapide que les engagements du Canada envers l'étranger et représentent actuellement 47% des engagements à l'étranger, contre 26% en 1939. Ce phénomène s'est accompagné d'une modification dans la structure des avoirs canadiens à l'étranger (tableau 21.35). La part des investissements privés à long terme, qui comprend entre autres les investissements directs, les placements en valeurs et les placements divers, dans les avoirs canadiens à l'étranger est tombée de près de 75% en 1939 à environ 41% en 1971. Les investissements canadiens à long terme à l'étranger ont augmenté de près de 8% pour atteindre \$12,619 millions en 1971. La majeure partie de ces investissements se présente sous forme de capitaux privés, en particulier dans le secteur des investissements directs. Le reste constitue principalement des prêts et des avances du gouvernement et des souscriptions de ce dernier à des organismes de placements internationaux.

À la fin de 1971, la valeur comptable des investissements canadiens directs à long terme dans des filiales, des sociétés sous contrôle, des sociétés affiliées et des succursales à l'étranger s'élevait à \$6,534 millions, soit une augmentation de \$346 millions par rapport à 1970. Le taux d'accroissement (près de 6%) des investissements directs à l'étranger était de beaucoup inférieur à celui de 1969 (13%) et de 1970 (19%). La forte augmentation de 1970 était toutefois attribuable au reclassement des avoirs à l'étranger d'une grande entreprise, qui de placements en valeurs qu'ils étaient sont devenus des investissements directs. Les investissements directs dans des entreprises des États-Unis se sont accrus de \$137 millions (la plus faible augmentation au cours des quatre dernières années) pour se chiffrer à \$3,388 millions, et ils justifiaient de 52% des investissements directs du Canada à la fin de 1971. Les investissements directs au Royaume-Uni sont demeurés relativement stables (\$590 millions).

Au cours des années 60, la part des investissements directs dans les avoirs canadiens au Royaume-Uni s'est accrue et compte actuellement pour le tiers du total. Dans les autres pays du Commonwealth, les avoirs canadiens ont toujours pris la forme prédominante d'investissements directs. Bien qu'à la fin de 1971 les investissements directs constituaient plus des deux tiers des investissements canadiens à long terme dans ces pays, leur part était quelque peu inférieure à celle de la plupart des années antérieures en raison de l'accroissement des crédits consentis par le gouvernement du Canada dans le cadre du nouveau programme de développement international ou de prêts de faveur. Les investissements directs, qui ont augmenté de 10% pour passer à \$1,713 millions, ont continué de représenter la plus grande part, soit 48%, des avoirs canadiens dans tous les autres pays. Toutefois, les crédits à l'exportation consentis directement ou indirectement au risque du gouvernement du Canada ont considérablement augmenté, de sorte qu'ils forment un élément important des avoirs canadiens dans ce groupe de pays. Les placements divers, dont les crédits à l'exportation constituent le principal élément, ont progressé de 52% pour atteindre \$1,007 millions.

Les avoirs monétaires officiels nets, les autres avoirs canadiens à court terme en devises et les effets à court terme à recevoir, pris ensemble, sont montés à \$13.2 milliards, justifiant de plus de la moitié des avoirs à la fin de 1971 (tableau 21.34).

### 21.5.2 Engagements envers l'étranger

À la fin de 1971, les engagements bruts du Canada envers l'étranger se chiffraient à \$54.9 milliards. Les investissements à long terme des non-résidents représentaient 90% ou \$49.4 milliards de ce total. Les investissements directs (investissements dans des entreprises canadiennes par le pays étranger ayant le contrôle) se sont accrus de \$1.5 milliard pour s'établir à \$27.9 milliards au lieu de \$26.4 milliards en 1970, et justifient de 60% de tous les investissements à long terme des non-résidents au Canada. Les avoirs des non-résidents sous forme d'obligations du gouvernement ont à peine augmenté pour se chiffrer à \$8.0 milliards, tandis que les avoirs sous forme d'autres titres canadiens se sont accrus de \$0.3 milliard pour s'établir à \$7.2 milliards.

Traditionnellement le Canada dépend de sources extérieures de capitaux pour son développement économique. Pendant la période de croissance exceptionnelle qui a précédé la